

Mangerons-nous tous bio demain ?

Une production qui s'étend, des consommateurs plus nombreux, une offre commerciale élargie : aujourd'hui, le bio n'est plus une niche. Pourtant, la filière s'inquiète déjà pour son avenir.

LE MONDE | 17.11.2017 à 05h00 | Par Laurence Girard ([/journaliste/laurence-girard/](#))



A l'intérieur du réfrigérateur, parcelle agroforestière mêlant noyer et culture de blé dur, Domaine de Perdiguiet, Maraussan (34). Émile Loreaux pour "Le Monde"

Quelle agriculture biologique souhaitons-nous voir se développer en France ? Cette question est au cœur des débats des Etats généraux de l'alimentation, qui se tiennent actuellement à la demande d'Emmanuel Macron. Car, plus que jamais, les préoccupations de santé incitent les Français à glisser dans leur panier fruits, légumes, œufs, lait et produits d'épicerie labellisés bio. Chaque scandale alimentaire et chaque reportage télévisé dénonçant certaines pratiques des industries agroalimentaires poussent le curseur un peu plus loin. Ainsi de la récente affaire du fipronil dans les œufs ou de la dénonciation des nitrites dans le jambon.

Résultat, même si le bio ne représente encore que 4 % des achats alimentaires, les ventes de denrées bio ont bondi de près de 21 % pour atteindre un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros en 2016. Et cette dynamique restait forte au premier semestre 2017, avec une progression de 14 %. Dans ce contexte d'une demande soutenue de la part des consommateurs, désireux de se nourrir d'aliments sans traces d'engrais de synthèse et de produits phytosanitaires chimiques, le paysage commercial change : l'enseigne Auchan Bio vient ainsi d'ouvrir son premier magasin à côté de Lille.

Le géant de la distribution, qui possédait déjà Cœur d'Auchan, cherche ainsi la meilleure formule pour séduire le client adepte du « manger sain ». Il suit l'exemple de Carrefour, avec sa déclinaison Carrefour Bio, ou encore de Monoprix, propriétaire de la chaîne Naturalia. Sachant que les grandes enseignes contrôlent 42 % de la vente de produits biologiques en France, on comprend qu'elles souhaitent continuer à profiter de l'aubaine.

LES
AGRICULTEURS
BIO CRAIGNENT

Certes, des consommateurs soucieux de la cohérence de leur démarche préfèrent choisir fruits et légumes sur les marchés ou garnir leur panier directement chez un producteur, mais d'autres privilégient le petit magasin bio de leur quartier (même s'il a tendance à disparaître, écrasé par ses grands concurrents), ou s'approvisionnent auprès d'enseignes spécialisées,

UNE
BANALISATION DE
LEUR ACTIVITÉ ET
DONC UNE FORTE
BAISSE DES PRIX

attirés par les valeurs qu'elles défendent. Parmi elles Biocoop, une coopérative pionnière du bio en France, sa rivale La Vie Claire, sans oublier les nouveaux acteurs comme Bio c' Bon. Conséquence, partout en France, ces nouvelles enseignes tissent leur réseau. Selon l'Agence bio (un groupement d'intérêt public visant le développement de la filière), plus de 130 nouvelles boutiques ont ouvert leurs portes depuis janvier 2017.

Dans la même logique, les producteurs désireux de se convertir à une agriculture plus respectueuse de l'environnement sont de plus en plus nombreux. Aussi motivés par les prix déprimés du lait, de la viande bovine, mais aussi des céréales, ils franchissent plus volontiers le pas. Quand un tiers des agriculteurs ont gagné moins de 350 euros par mois en 2016, pas étonnant que certains soient prêts à opter pour une agriculture rémunératrice.

Moins d'aides aux producteurs

Selon l'Agence bio, 2 965 producteurs se sont convertis au bio au premier semestre 2017. Ce qui porte le nombre total d'agriculteurs de la filière à 35 231, un chiffre en croissance de 9 % sur cette période. Désormais, 8 % des fermes françaises sont passées au bio. En termes de surface, cela représente 6,5 % des sols cultivés, avec un total de 1,77 million d'hectares, en forte progression au premier semestre (+ 15 %).

Pourtant l'inquiétude règne parmi les professionnels. Depuis deux ans, les producteurs sont confrontés à des retards, quand ce n'est à l'absence, de paiement des aides qui leur sont dues. Une complexité, voire un flou, liée à la mise en œuvre de la nouvelle politique agricole commune (PAC), qui prévoit qu'Etat et région copilotent la distribution des aides au secteur, mais aussi au succès de l'agriculture bio, qui n'avait pas été anticipé dans les enveloppes budgétaires.

Fin septembre, le ministre de l'agriculture, Stéphane Travert, a annoncé la fin des aides au maintien que touche chaque agriculteur bio après la phase de conversion. A partir du 1^{er} janvier 2018, seule l'aide à ladite conversion pendant les trois années nécessaires sera maintenue. Le ministre a également fixé l'objectif d'une surface agricole utile consacrée au bio à 8 % d'ici à 2020. Un plan jugé peu ambitieux par la Fédération nationale de l'agriculture biologique (FNAB), qui souhaiterait que cet objectif monte à 20 % à l'horizon 2022. On serait alors encore loin d'un basculement total de l'agriculture française vers le bio. Cette perspective n'intéresse d'ailleurs pas les agriculteurs bio, conscients qu'une banalisation de leur production pourrait mener à une forte baisse des prix, et donc de leurs marges.

LA FILIÈRE BIO
REPRÉSENTE
AUJOURD'HUI
18 000 EMPLOIS
EN FRANCE

Dans son discours prononcé à Rungis, le 11 octobre, dans le cadre des Etats généraux de l'alimentation, le président n'a pas fixé de cap pour la filière. Il s'est contenté de réaffirmer l'objectif de 50 % de produits bio ou locaux dans la restauration collective d'ici à 2022. Par ailleurs, il a souligné qu'il ne trouvait pas satisfaisant que la France ne produise que 0,5 % de porc bio, et qu'elle soit donc incapable de répondre à la demande.

Si la dynamique de conversion s'essouffle, le risque existe de développer encore davantage les importations pour satisfaire l'appétit des consommateurs, mais aussi des industriels et des grandes surfaces. Sans oublier que le cahier des charges de cette agriculture labellisée n'est pas identique aux quatre coins de la planète. L'Agence bio met dans la balance les 118 000 emplois de la filière en France, des producteurs aux distributeurs en passant par les transformateurs, pour peser dans le débat des Etats généraux de l'alimentation.